

Chèr(e) camarade, chèr(e) collègue,

La section CGT Finances Publiques locale te souhaite un bon retour dans les services après un été plein de repos mais aussi de moments agréables partagés en famille ou avec des amis.

Et là, le doux parfum des congés payés laisse la place à la réalité des services : des collègues non remplacés et des réorganisations d'équipes, des piles de tâches en instances, des boîtes e-mails saturées, etc... sans oublier les ordonnances gouvernementales détruisant le code du travail, les annonces de régressions sociales et évidemment les attaques contre les fonctionnaires.

Alors, c'est certainement le moment de venir nombreux aux HMI de la CGT du 5 au 11 septembre pour s'informer et être **TOUS EN GREVE LE 12 SEPTEMBRE !!!**

TOUS CONCERNES !!!

Entre fausse concertation et communication bien maîtrisée, les attaques contre les droits des salariés et des retraités sont nombreuses.

Fonction publique

- 120 000 suppressions
- gel du point d'indice
- Jour de carence
- Restructuration des services
- Hausse de la CSG (+1,7%)
- baisse du pouvoir d'achat.

Exemples :

Agent C
1500€ BRUT / mensuel
Perte annuelle 300 €

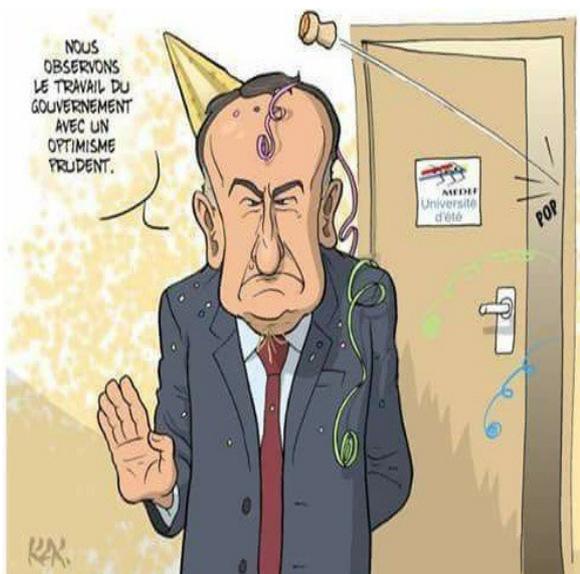
Agent B
2000€ Brut mensuel
Perte annuelle 396 €

Agent A
2500€ Brut mensuel
Perte annuelle 504€

Agent A++++
10 000 € Brut mensuel
Perte annuelle 2004€

Enfin un gouvernement courageux qui s'attaque aux privilèges des fonctionnaires !!

Salariés du privé



- Facilitation des licenciements
- Plafonnement des indemnités prud'homales
- Réformes des contrats de travail (CDI à durée limitée...)
- Destruction des droits acquis par les travailleurs par la destruction du code du travail
- Hausse de la CSG

Que des mesures pertinentes créatrices d'emplois, et donc nécessaire, pour lutter contre le chômage. Le résultat d'une pensée complexe Jupiterienne que nous ne pouvons pas comprendre.

Retraités

- Remise en cause du système par répartition au profit d'un système par capitalisation
- Passage à un calcul de la retraite « par point »
- Hausse de la CSG

En effet le gouvernement compte sur les retraités aisés (à partir de 1200€/mois !!) pour contribuer à l'effort national afin d'aider les jeunes.



Ne nous laissons pas manipuler, et face aux massacres de nos droits sociaux,
MOBILISONS NOUS !

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 12 SEPTEMBRE
MANIFESTATIONS 10H30 PERIGUEUX PALAIS DE JUSTICE
15h00 BERGERAC PALAIS DE JUSTICE

Trésorerie de Mussidan

La lutte contre la fermeture de la trésorerie de Mussidan continue. L'intersyndicale CGT – FO – SOLIDAIRES rencontrera les élus le 5 septembre afin d'organiser la journée d'action prévue le 9 septembre sur le marché de Mussidan.

L'intersyndicale a remis des lettres pétitions à destination des usagers auprès des mairies concernées. De même des cartes pétitions seront distribuées sur le marché et mise à disposition dans tous les services du département. Merci de retourner celles ci rapidement une fois complétées auprès de votre correspondant local de l'intersyndicale.

Nous comptons sur vous pour venir nombreux soutenir vos collègues de la trésorerie sur le marché de Mussidan.

En tant qu'agent des finances publiques nous sommes tous concernés. Nous nous devons d'afficher notre solidarité en attendant de connaître les prochaines cibles de notre direction.

NON A LA FERMETURE DE LA TRESORERIE DE MUSSIDAN



LE SERVICE PUBLIC EST NOTRE BIEN COMMUN



Monsieur le Président de la République,

Alors que vous n'étiez que candidat, vous déclariez :

« Nous organiserons le retour des services publics dans les quartiers, nous sanctuariserons les soutiens aux associations et aux professionnels de terrain qui construisent et nous associerons les habitants aux décisions qui les concernent. »

En tant qu'usager, habitant et citoyen, je soutiens le combat mené pour le maintien de la trésorerie rurale de Mussidan, tant physiquement que dans l'intérêt de ses missions, par les agents des finances publiques de la Dordogne, leurs représentants syndicaux, la population locale, les élus locaux de la Dordogne ainsi que la majorité des élus départementaux.

Aussi, je vous demande de ne pas valider cette proposition de fermeture de la trésorerie de Mussidan.

Nom, Prénom

Adresse

Signature

Dispensé de timbrage

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75 008 PARIS

N°1 règne par ordonnances

Lors de la tenue des CAP vos élus, représentants du personnel auprès de la direction, sont présents afin de s'assurer que les règles soient respectées. A défaut de faire évoluer celles ci dans le sens qu'ils souhaiteraient pour les agents, leur rôle consiste à ce que le traitement de chacun soit équitable en appliquant les règles validées par l'administration à tous. C'est ce que notre direction appelle le « dialogue social ».

Lors du mouvement local de mutation des agents C du 22 juin 2017, le mouvement proposé par la direction prenait en compte une demande rectificative faite après la parution du projet, donc non recevable. Vos élus CGT ont donc rappelé les règles qui s'appliquent au mouvement de mutation à la direction, qui a bien confirmé leurs dires.

MAIS, celle ci a refusé de les appliquer à ce mouvement, rompant ainsi tout équité de traitement des demandes des agents et imposant sa volonté. En effet, il y a des règles, mais N°1 fait ce qu'il veut !!
Consternés par ce comportement, étant attachés à l'égalité de traitement entre agent, ne pouvant être complice de cette mascarade, vos élus CGT ont quittés la séance.

Des menaces sur des élus syndicaux ? Et Oui en Dordogne et à la DDFIP, certains s'y essaient

Les relations déjà tendues avec notre direction locale ont pris une mauvaise tournure en ce début d'été. Ainsi, dans les CTL, vos élus ont toujours interpellé nos directeurs, sans langue de bois, sur leur attitude de « fonctionnaire-citoyen ».

Et mettre à la réflexion collective du CTL du 7 juillet, la problématique de l'extrême loyauté, la collaboration aveugle, en échange d'avantageuses carrières sur le dos des conditions dégradées de vie au travail des collègues et l'affaiblissement du service public peut évidemment entraîner un malaise chez certains.

Pour ces propos que nous revendiquons, aujourd'hui encore, vos élus du CTL attendent d'être convoqués par Numéro 1 comme promis au cours du CHSCT du 10 juillet.



BULLETIN D'ADHESION

NOM : Prénom :
Service : N° de tél :
Grade : Echelon :
Temps partiel % : OUI NON